

La république des conseils de Hongrie de 1919



2019

Cahiers révolution communiste

- n° 26 *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, compilation 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 *Programme pour la France*, 2017
- n° 16 *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *Manifeste*, 1940
- n° 11 *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, *Programme de transition*, 1938
- n° 4 *M&R/VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 *Chili 1970-1973*, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
- n° 1 *Plateforme d'unification*., 2013



4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (p. 59)
3 euros auprès des militants du Groupe marxiste internationaliste

La république des conseils de Hongrie de 1919

Une vague révolutionnaire secoue l'Europe à la fin de la guerre 5

La Hongrie en 1918, un pays à la fois féodal et capitaliste 7

La naissance du Parti communiste hongrois 8

L'alliance de la social-démocratie et des partis bourgeois 11

L'impuissance du gouvernement de coalition à juguler la montée révolutionnaire 13

L'objectif du deuxième gouvernement de coalition : se débarrasser des communistes 14

La poussée révolutionnaire place le MKP devant de nouvelles responsabilités 17

La fusion du SzDP et du MKP et la république des conseils 19

La social-démocratie continue à saboter le pouvoir des conseils 22

Le sursaut de l'Armée rouge hongroise 24

L'aventure viennoise de l'envoyé de Béla Kun 26

Le prolétariat hongrois ne peut assurer fermement sa dictature 27

Le triomphe de la contre-révolution 29

Annexes

Biographie de Béla Kun (1886-1938) 31

Balázs Nagy, La révolution d'Octobre et la république des conseils en Hongrie, 1967 33

Biographie de Balázs Nagy/Michel Varga (1927-2015) 44



L'étude *La république des conseils de Hongrie de 1919* fut publiée initialement dans *Révolution communiste* n° 37, décembre 1919 ; n° 38, février 1920 ; n° 40, juin 1920.

La contribution de Nagy *La révolution d'Octobre et la république des conseils en Hongrie* est extraite de l'ouvrage collectif édité par Victor Fay, *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*, Études et documentation internationales, 1967.

L'illustration de la couverture est tirée d'une affiche de Béla Uitz pour l'Armée rouge, 1919. La photo de B. Nagy âgé provient de la nécrologie de ses camarades publiée en 2015.

UNE VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE SECOUE L'EUROPE À LA FIN DE LA GUERRE

La première guerre mondiale n'est pas encore terminée que déjà une vague révolutionnaire traverse l'Europe. À Kiel, le 3 novembre 1918, les marins de la flotte allemande refusent de repartir au combat, se mutinent et créent leurs conseils. Ils sont rejoints par les ouvriers. En quelques jours, l'Allemagne se couvre de conseils d'ouvriers et de soldats. La révolution éclate à Berlin.

En Hongrie, les troubles dans l'armée et l'agitation ouvrière commencent dès la fin 1917. La Hongrie, partie de l'empire austro-hongrois allié à l'empire allemand, a mobilisé quelques 3 800 000 hommes sur les différents fronts de la guerre, 661 000 soldats ont été tués, 743 000 blessés et 734 000 faits prisonniers dont près de 500 000 en Russie.

En novembre et décembre 1917, des manifestations massives exigent la fin de la guerre dans plusieurs villes. En janvier 1918, 6 rassemblements ont lieu à Budapest ainsi qu'une grève générale de 3 jours, le mouvement touche également l'Allemagne et l'Autriche. Cette grève, hors du contrôle des appareils, exige la fin de la guerre et exprime la solidarité ouvrière avec la révolution russe et les conseils ouvriers. En février, 6 000 marins du croiseur St Georg et de 40 autres navires de la flotte austro-hongroise sur l'Adriatique ainsi que des travailleurs des arsenaux de Kotor se mutinent pendant 3 jours. Le commandant de la flotte, le contre-amiral Horthy dirige la répression : 800 marins sont emprisonnés et 91 tués. En mai, l'armée tue 12 dirigeants d'un soulèvement des mineurs. En juin, lors de la grève de l'usine MAV à Budapest, la gendarmerie intervient et tue 4 travailleurs, ce qui déclenche une grève générale de 10 jours. La police tue 4 grévistes, 20 autres disparaissent. Des centaines de délégués syndicaux sont arrêtés et des animateurs de la grève sont envoyés au front. Il y a des désertions massives au front et des mutineries dans les casernes.

Le chômage passe de 215 000 personnes en 1917 à 1 400 000 en 1918. L'appareil de production, totalement mobilisé pour l'effort de guerre, est à bout de souffle. Tout manque et les pénuries s'installent. Les grèves et les marches de la faim se multiplient. L'agitation gagne les campagnes. La monarchie se décompose. « L'Entente » des États vainqueurs (Grande-Bretagne, Belgique, France, États-Unis, Italie) est certes animée par la rapacité mais en même temps inquiète de la situation en Europe. Le premier ministre anglais (du Parti libéral) écrira dans ses mémoires :

Les masses populaires à travers l'Europe remettent en cause tout l'ordre existant, tout le système politique, social et économique d'aujourd'hui. (Lloyd George, Mémoires de guerre, Fayard, 1935)

LA HONGRIE EN 1918, UN PAYS À LA FOIS FÉODAL ET CAPITALISTE

La double monarchie austro-hongroise, issue du compromis de 1867, symbolisée par l'aigle à deux têtes, est une construction asymétrique : le ciment de cet attelage est la fidélité indéfectible aux Habsbourg. En échange, la monarchie hongroise bénéficie d'une autonomie relative. Mais pour les affaires décisives, Vienne donne le la et Budapest suit la musique. Ainsi, c'est l'empereur d'Autriche qui nomme et révoque les ministres des affaires communes, armée, finances et diplomatie.

La Hongrie au déclenchement de la guerre présente les caractéristiques d'un développement inégal et combiné qui mêle les traits du féodalisme arriéré et ceux d'un capitalisme moderne, à la manière de la Russie de 1917, le prolétariat étant toutefois proportionnellement plus important en Hongrie. La noblesse hongroise a conservé tous ses privilèges sous le parapluie de la double monarchie. Environ 10 000 grands propriétaires possèdent la moitié des terres agricoles, forêts, etc. À l'autre bout, au sortir de la guerre, 3 millions d'ouvriers agricoles, de paysans pauvres et leurs familles, appelés les « 3 millions de mendiants » vivent très chichement sur 10 % des terres cultivées. C'est la noblesse qui tient presque exclusivement le Parlement hongrois grâce à un système de suffrage censitaire où moins de 7 % de l'électorat masculin trié sur le volet a le droit de vote.

Même si la Hongrie reste largement agricole, le capitalisme se développe à partir de la seconde moitié du 19^e siècle. Le prolétariat industriel passe de 182 000 ouvriers en 1867 à 955 000 en 1914, les ouvriers au sens large en comprenant les secteurs des mines, des transports, etc. dépassent les 2 millions. De nombreuses usines sont concentrées à Budapest ou aux alentours, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie urbaine, fonctionnaires et professions libérales, connaissent également un développement rapide.

« Les pays de la Sainte Couronne de Hongrie » s'étendent sur 325 411 km² avec 19 millions habitants, dont 55 % de Hongrois qui « dominant » les autres peuples, considérés comme allogènes et qui n'ont pas ou presque de droits politiques : 16 % de Roumains, 11 % de Slovaques, 10 % d'Allemands, des centaines de milliers d'Ukrainiens, de Ruthènes, Russes, Croates, Serbes. Les mouvements séparatistes s'y

développent depuis longtemps et d'autant plus rapidement que la fin de la guerre prend l'allure d'une débâcle. Cependant ce n'est pas pour défendre ces minorités opprimées, mais pour redessiner la carte de l'Europe à leur profit que les puissances impérialistes victorieuses s'apprêtent à dépecer le territoire du royaume de Hongrie. La France, au premier chef, escompte bien élargir et consolider sa zone d'influence au détriment de l'impérialisme allemand vaincu, en distribuant de très larges portions du territoire hongrois à ses obligés que sont le Royaume des Serbes, le Royaume de Roumanie ou la toute neuve Tchécoslovaquie dont l'indépendance est proclamée le 28 octobre 1918 dans une petite ville... des Vosges, en présence de Poincaré.

LA NAISSANCE DU PARTI COMMUNISTE HONGROIS

Le mouvement ouvrier hongrois est structuré par le Parti social-démocrate (SzDP), fondé en 1878, qui comprend environ 100 000 membres. Le renforcement de l'armée austro-hongroise ayant eu lieu en court-circuitant les parlements autrichien et hongrois, il n'a subi





aucune crise majeure à la suite du vote des crédits de guerre par la 2^e Internationale et sa direction assume la collaboration revendiquée avec la bourgeoisie. Sont automatiquement membres du Parti social-démocrate tous les syndiqués, ce qui renforce d'autant le poids de l'appareil sur la classe ouvrière. En 1918, le nombre de syndiqués a doublé par rapport à 1913, il compte 200 000 membres à la veille de la révolution et atteint 721 000 membres en décembre 1918.

Des cercles restreints de socialistes révolutionnaires et de socialistes de gauche, des cadres ouvriers, en opposition à l'orientation de la 2^e Internationale et influencés par la révolution russe, envisagent dès le mois d'octobre 1918 soit la formation d'un Cercle communiste, soit la création d'un Parti socialiste révolutionnaire distinct du PSD-SzDP, soit la création d'une fraction internationaliste dans le SzDP. Ils vont constituer une des briques du futur Parti communiste.

Mais l'essentiel des forces du noyau initial provient des efforts opiniâtres des bolcheviks pour rassembler parmi les prisonniers de guerre en Russie devenue soviétique les éléments de la construction des partis d'une nouvelle internationale. Ainsi, dès 1917, de nombreux soldats prisonniers hongrois adhèrent à la révolution. Peu à peu se constituent des groupes communistes parmi les prisonniers de différentes nationalités. Le groupe hongrois du Parti communiste de Russie (ex-Parti bolchevik), créé le 24 mars 1918, adhère dès le mois de mai 1918 à la Fédération internationale des groupes étrangers du Parti communiste de Russie qui siège à Moscou et regroupe hongrois, roumains, yougoslaves, bulgares, finlandais sous la direction du hongrois Béla Kun, avec pour mission d'unir tous les communistes étrangers dans la future 3^e Internationale. Nombre d'anciens prisonniers de guerre hongrois rejoignent le combat dans l'Armée rouge.

C'est ce groupe de communistes hongrois qui envoie une vingtaine d'agitateurs en Hongrie en octobre 1918. Le Parti communiste de Hongrie, section du Parti communiste international, est constitué le 4 novembre à Moscou. Il envoie immédiatement, parmi 80 communistes, une partie de sa direction dont Béla Kun à Budapest. Le 24 novembre, ce noyau, après avoir rallié les cercles socialistes oppositionnels, fonde à Budapest le Parti communiste hongrois (MKP). Son journal, *Le Drapeau rouge*, paraît dès le 7 décembre.

Le feu de la révolution va brutalement accélérer sa progression : le PCH-MKP compte 10 000 membres en janvier 1919, de 30 à 40 000 membres en mars. Son influence grandit dans les conseils ouvriers, jusqu'à en prendre la direction dans nombre d'entreprises au printemps 1919. Il s'appuie sur le mouvement des chômeurs, des soldats démobilisés, des invalides de guerre. Fin 1918, il y a des groupes communistes à Budapest comme dans toutes les grandes villes et gros bourgs ruraux. Le MKP met en avant l'expropriation des principales industries et des grandes propriétés foncières, le contrôle ouvrier par le mouvement des conseils et la construction d'un pouvoir ouvrier selon l'exemple soviétique. Son programme affirme en effet :

Grève de masse et insurrection armée sont les moyens souhaités par les communistes pour prendre le pouvoir. Ils n'aspirent pas à une république bourgeoise... mais à la dictature du prolétariat organisé en conseils. (cité par Béla Szántó, *Klassenkämpfe und Diktatur des Proletariats*, IC, 1920)

L'ALLIANCE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE ET DES PARTIS BOURGEOIS

Le 13 octobre 1918, le Parti social-démocrate hongrois se divise sur la conduite à tenir : d'un côté, très majoritaires, ceux qui veulent la rupture avec le Reich allemand et la monarchie autrichienne, la formation d'un gouvernement avec les partis bourgeois ; de l'autre, une petite minorité de 32 délégués autour de Pogany qui se prononce pour la construction de conseils ouvriers comme base organisationnelle de la politique du parti. Toutefois, cette position en faveur des conseils ne transforme pas ipso facto ces militants en révolutionnaires.

En effet, comme en Allemagne, l'appareil social-démocrate hongrois saura utiliser contre la révolution son influence initiale dans les conseils. Intervient alors Mihály Károlyi, surnommé abusivement « le comte rouge ». « Comte » parce qu'il fait partie d'une des plus riches familles de la noblesse foncière de Hongrie et « rouge » parce qu'il avait pris auparavant au Parlement des positions –prudentes– contre la poursuite de la guerre et s'était ainsi attiré la sympathie des ouvriers et des paysans.

Károlyi fonde le 25 octobre le Conseil national hongrois, CNH, dont le comité exécutif comprend 6 membres de son Parti national indépendant, 2 membres du Parti radical (bourgeois), 5 du Parti social-démocrate et une féministe sur un programme en 12 points : rupture avec l'Empire allemand, indépendance complète de la Hongrie, nouvelles élections immédiates avec droit de vote pour les femmes, autonomie pour les minorités, liberté de presse, de réunions, d'organisation, une réforme agraire, des mesures contre la crise du ravitaillement et d'autres réformes à venir. Le rôle du CNH est clairement d'assurer la transition pour le compte de la bourgeoisie tout en se présentant comme le centre dirigeant de la révolution qui commence pour mieux la canaliser.

Et cela fonctionne parfaitement, en jouant avec les illusions des masses. En effet, le 27 octobre, des centaines de milliers de manifestants sont devant le palais présidentiel et le Parlement pour réclamer la nomination du « comte rouge » Károlyi comme chef du gouvernement. Le conseil des soldats de Budapest fondé par le social-démocrate Pogany le 25 octobre se range sous la bannière du CNH.

Soldats et civils empêchent la troupe restée fidèle à la monarchie d'atteindre Budapest. Le conseil des soldats occupe les gares, les centraux téléphoniques, les banques, les ponts, la poste et les dépôts militaires. Il met le commandant de la place de Budapest en état d'arrestation et li-

bère les prisonniers politiques. Dans le même temps, des conseils dans les régions tchèques, slovaques, slaves du Sud et austro-allemands réclament leur indépendance par rapport à la Couronne hongroise. Le 29 octobre des conseils ouvriers se constituent dans la capitale. L'appareil social-démocrate, avec les dirigeants syndicaux, crée alors préventivement et pour en garder le contrôle, le Conseil ouvrier central de Budapest le 2 novembre, mélange de délégués de conseils des grandes entreprises, de responsables syndicaux, de dirigeants du SzDP, dont la présidence est assurée par un dirigeant social-démocrate droitier, l'ouvrier imprimeur Preuzs. Un jour plus tard ont lieu les élections des délégués des soldats et se constitue un Conseil central des soldats, sous la présidence de Pogany, social-démocrate favorable aux conseils.

Le 30 octobre, Károlyi forme un gouvernement de coalition entre les partis bourgeois et le Parti social-démocrate qui proclame l'indépendance du « pays de la couronne de Saint-Etienne », qui reste donc une monarchie, la mise en place des droits démocratiques et d'une réforme agraire. Le 1^{er} novembre, le ministre des armées demande à tous les soldats de rendre les armes. Le gouvernement entend fixer comme li-

Mihály Károlyi



mite à la « révolution des asters » un programme achevé et défini de réformes politiques, sociales et nationales dans un cadre parlementaire bourgeois. Ainsi le ministre PSD-SzDP Kunfi appelle-t-il à la tenue d'une assemblée constituante pour décider entre la république ou la monarchie.

Peine perdue ! Le mouvement révolutionnaire s'approfondit. Les manifestants exigent la chute de la monarchie et la proclamation de la république hongroise. Tous les conseils de modération du CNH restent vains. Le gouvernement explique qu'il faut maintenant terminer la révolution, sauf à craindre qu'elle ne connaisse des développements radicaux comme en Russie en 1917. Lénine, dans un télégramme du 3 novembre indique l'axe du développement de la révolution :

C'est notre profonde conviction que les travailleurs, soldats et paysans hongrois ne se sont pas libérés du joug du capital autrichien pour se laisser convaincre de rester sous la domination des grands propriétaires, banquiers et capitalistes hongrois. Nous sommes sûrs que les travailleurs et paysans vont rapidement rompre avec les capitalistes hongrois. (cité par Christian Koller & Matthias Marschik, *Die ungarische Räterepublik 1919*, Promedia, 2018)

Le 16 novembre, le roi de Hongrie Karl 1^{er} renonce au trône, Károlyi et le CNH proclament la République devant 200 000 manifestants.

L'IMPUISSANCE DU GOUVERNEMENT DE COALITION À JUGULER LA MONTÉE RÉVOLUTIONNAIRE

Mais le gouvernement bourgeois de coalition ne parvient à rien. L'économie est à l'arrêt, le mouvement des masses ne reflue pas, la pression des puissances impérialistes victorieuses se fait plus pressante sur le gouvernement Károlyi. Celui-ci tente de préserver l'intégrité territoriale en défendant le projet d'une fédération des peuples de Hongrie. Sans succès.

Après le 4 novembre, 6 000 soldats tchèques occupent au Nord la partie slovaque. La Roumanie accentue sa pression en Transylvanie. Le commandement français des troupes alliées de l'Armée d'Orient, qui dirige en réalité tout l'ensemble, exige le retrait des troupes hongroises des régions slaves du Sud. Les mêmes pressions s'exercent du côté de la Ruthénie au profit de la République d'Ukraine. « *Ce que le gouvernement français fait est un véritable foyer du bolchévisme* », s'exclame Károlyi le 17 décembre au conseil des ministres. Le 23 décembre, le

commandement allié ordonne le retrait des troupes hongroises au Nord et les troupes tchèques établissent un gouvernement slovaque à partir du 1^{er} janvier 1919. La Roumanie annexe la Transylvanie le 11 janvier.

Si, en conséquence des manœuvres des sociaux-démocrates, le conseil ouvrier central de Budapest ne peut jouer tout son rôle de centralisation politique des conseils et de double pouvoir, la maturation politique s'accroît dans les usines. Le 17 décembre, le conseil ouvrier de Szeged, la deuxième ville du pays, décide de « prendre le pouvoir » dans la ville.

Le gouvernement parvient en négociant à rétablir la situation en y installant une majorité social-démocrate. En décembre 1918, le ministre des finances réunit les syndicats pour leur demander de mettre fin aux revendications de salaires, de coopérer avec le gouvernement pour relancer l'économie et prendre au besoin les rênes de la gestion des entreprises. Les dirigeants syndicaux se montrent très réceptifs, mais ils ne peuvent empêcher une revendication générale d'augmentation des salaires qui l'emporte fin décembre.

Début janvier, les mineurs de Salgótarján forment un conseil ouvrier qui décide d'occuper et d'exproprier les mines et d'organiser une milice ouvrière. Le gouvernement envoie aussitôt l'armée, instaure la loi martiale : 18 mineurs sont pendus et 30 blessés. Puis la répression s'accroît encore dans tout le pays contre des manifestations ouvrières. Contre des femmes protestant contre la pénurie de nourriture et les prix trop élevés, la police tire et tue 10 personnes, en blessant trente. Au nord-est, à Poszony, le conseil ouvrier proclame la « dictature du prolétariat ». Le gouvernement, à court de forces de répression qui sont déjà fort occupées par ailleurs, pourtant si sourcilieux de la défense de ses frontières, demande cependant au gouvernement tchèque d'occuper militairement la ville qui était dans une zone frontalière. Le 7 janvier les conseils ouvriers prennent la direction de toutes les grandes entreprises de Budapest. L'influence du PCH-MKP y grandit. L'envoyé de Saxe écrit dans son rapport du 15 janvier : « *le mouvement soviétique atteint une taille critique* ».

L'OBJECTIF DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE COALITION : SE DÉBARRASSER DES COMMUNISTES

Le gouvernement cherche une issue à la crise. Károlyi explique que sans l'unité avec la social-démocratie, son gouvernement ne résistera ni à la pression des masses pour un gouvernement ouvrier ni à la pression de la contre-révolution. Une minorité du SzDP préconise la sortie du gouver-

nement, pour mieux contrer l'influence grandissante des communistes. D'autres, comme Garbai, Pogany etc. militent pour un gouvernement uniquement social-démocrate, ce que refuse Garami qui craint que les masses, sous l'influence grandissante du Parti communiste (MKP), mettent en application l'expropriation des industries, des banques et des grands propriétaires. La composition du futur gouvernement est discutée les 8 et 9 janvier par le conseil ouvrier central. Une majorité de 169 contre 101 approuve la proposition de Garbai, son président, d'un gouvernement social-démocrate homogène. En dépit de cette majorité, voire même effrayé par le résultat du vote, Garbai retire sa proposition pour éviter, dit-il, une scission du Parti social-démocrate. Il permet ainsi surtout à la social-démocratie d'éviter de se retrouver seule au pied du mur face aux attentes des masses. Le CNH nomme donc le 11 janvier Károlyi président provisoire de la République, qui constitue le 18 janvier un nouveau gouvernement de coalition entre partis bourgeois et Parti social-démocrate (SzDP). Les partis bourgeois y occupent les ministères décisifs.

Le premier objectif du gouvernement est désormais de se débarrasser des communistes pour enrayer la marche de la révolution. L'exemple est là, sous ses yeux : à Berlin, les corps francs viennent d'écraser l'insurrection et Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ont été assassinés le 15 janvier sur ordre du dirigeant social-démocrate Noske, ministre de la guerre, qui avait déclaré : « *Il faut que quelqu'un fasse le chien sanguinaire. Je n'ai pas peur des responsabilités* ».

Fin janvier, le conseil ouvrier central de Budapest décide, au grand dam du gouvernement et de sa direction sociale-démocrate, de prendre le contrôle des usines d'armement, de la production du gaz, des chantiers de construction... Le ministre SzDP Garami propose alors une loi pour cantonner les conseils ouvriers à un rôle de cogestion et d'auxiliaires des patrons dans les entreprises, mais cela suscite des oppositions. Ainsi, l'assemblée du Syndicat de la métallurgie adopte une position totalement contraire à toute collaboration de classe et profondément révolutionnaire :

Du point de vue de la classe ouvrière, le contrôle de l'État sur la production ne peut avoir aucun effet, étant donné que la République populaire n'est qu'une forme modifiée de la domination capitaliste, où l'État continue à être ce qu'il était auparavant : l'organe collectif de la classe qui détient la propriété des moyens de production et opprime la classe ouvrière... dans toutes les grandes entreprises doivent s'organiser des conseils de contrôle d'usine qui, en tant qu'organes du pouvoir ouvrier, contrôlent la production des usines, l'approvisionnement en matières premières et également le fonctionnement et la

*bonne marche des affaires... le contrôle ouvrier est uniquement une phase de transition vers le système de gestion ouvrière pour laquelle la prise au préalable du pouvoir politique est une condition nécessaire... En prenant tout cela en considération, l'assemblée des délégués et des membres de l'organisation condamne toute suspension, même provisoire, de la lutte de classe, toute adhésion aux principes constitutionnels, et considère que la tâche immédiate est l'organisation des conseils ouvriers, soldats et paysans en tant qu'agents de la dictature du prolétariat. (citée par Béla Szántó, *Klassenkämpfe und Diktatur des Proletariats*, IC, 1920)*

Combattant farouchement contre le danger de telles positions qui trahissent la progression dans la conscience ouvrière de la nécessité de la prise du pouvoir, le SzDP, copiant pas à pas les sociaux-démocrates allemands dans leur lutte contre la révolution, déclenche une violente campagne contre le MKP, accusé de diviser les rangs de la classe ouvrière. Ainsi Garbai, légitimant les assassinats de Luxemburg et de Liebknecht, déclare : « *les communistes doivent être placés devant les canons des fusils car nul ne peut diviser le Parti social-démocrate sans le payer de sa vie* » (cité par Béla Szántó).

Le 28 janvier, Weltner, au nom du SzDP au pouvoir, fait exclure les représentants du MKP du conseil ouvrier de Budapest et des syndicats quelques jours plus tard. Seul le conseil des soldats reste lié au MKP. Le ministre du commerce Garami tente de fermer les entreprises où l'influence communiste est majoritaire. Cependant, Pogany, le chef SzDP du Conseil central des soldats, rejette la ligne de son parti et forme un comité révolutionnaire des sociaux-démocrates et des communistes pour contrer la menace de contre-révolution. Le cours anti-communiste agressif de la coalition au gouvernement devient de plus en plus manifeste. Un commando de 160 policiers ravage la rédaction du journal communiste le 3 février, en confisquant le papier et les publications. Face aux actions révolutionnaires visant à l'expropriation des entreprises, aux occupations et redistributions sauvages des grandes propriétés foncières qui se multiplient sur tout le territoire, le chef de la police de Budapest, ministre de la Justice, présente le 18 février au gouvernement un plan visant à éliminer le MKP au moyen d'une action militaire à grande échelle. Il se dit prêt à jouer le Noske hongrois tout en avertissant : « *Si le Parti social-démocrate est prêt, le temps est venu d'écraser les communistes, mais on doit faire en sorte que cela n'apparaisse pas...* » (cité par Koller & Marschik). En effet, le prudent Garami hésite car il redoute de funestes conséquences pour son parti.

Mais l'occasion est vite trouvée : les insultes constantes de la presse du SzDP à l'encontre des chômeurs ont incité l'association de lutte contre le chômage, dans laquelle les communistes ont une grande influence, à manifester le 20 février devant le bâtiment du journal social-démocrate. À Berlin déjà, l'occupation par des travailleurs et des militants du journal social-démocrate *Vorwärts* avait servi de prétexte au déclenchement de la répression. S'en inspirant sans aucun doute, le gouvernement de Károlyi lance sa police, il y a de violents affrontements, faisant plusieurs morts, dont des policiers, et 80 civils grièvement blessés. Aussitôt, les dirigeants SzDP dénoncent les violences des communistes au conseil ouvrier central. Suit une vague d'arrestations : 200 militants ouvriers sont emprisonnés en deux jours, dont 57 communistes connus, tels que Kun et d'autres membres de la direction. Les détenus sont molestés par les gendarmes.

Cependant, la répression déclenche en retour de nouvelles manifestations de masse. Le 21 février, 250 000 travailleurs se rassemblent devant le Parlement à Budapest pour exiger l'arrêt de la répression. Mais la plupart ont encore beaucoup d'illusions sur le SzDP. Ne comprenant pas les raisons de l'opposition entre les sociaux-démocrates et les communistes, ils demandent la fin de la division entre les partis ouvriers et l'unité pour une action plus sévère contre la contre-révolution blanche. Les dirigeants du SzDP lancent en vain l'appel aux membres du MKP à quitter leur parti et à revenir à la « démocratie ». La plupart des dirigeants communistes arrêtés, dont Kun, restent en prison, mais la tentative pour « *écraser les communistes* » est un échec. Au contraire, ceux-ci gagnent la confiance de nouvelles couches de travailleurs au détriment de la social-démocratie.

LA POUSSÉE RÉVOLUTIONNAIRE PLACE LE MKP DEVANT DE NOUVELLES RESPONSABILITÉS

Dans les campagnes, les ouvriers agricoles, paysans pauvres, qu'ont rejoints de nombreux soldats démobilisés, ne se satisfont plus des sempiternelles promesses de réforme agraire. Dès l'automne 1918, des occupations et redistributions de grands domaines ont lieu, souvent réprimées très durement par le gouvernement qui envoie l'armée. La question de la réforme agraire a été discutée au conseil ouvrier central de Budapest, mais sous le contrôle des sociaux-démocrates, celui-ci a préconisé la distribution des terres avec l'indemnisation des anciens propriétaires. Le 16 février, le gouvernement se décide à promulguer une loi sur la réforme agraire : les grandes propriétés de terre de plus de 300 hectares et les propriétés de l'Église catholique de plus de 100 hectares



Béla Kun

devraient être distribuées aux paysans après rachat. Bien que le président Károlyi, le « comte rouge », ait pour montrer l'exemple procédé à la distribution de ses biens à Kalkapolna le 23 février, les autres grands propriétaires se gardent bien de le suivre. Dans ces conditions, les conseils locaux continuent de s'emparer et de distribuer les terres, sans se préoccuper ni de rachat, ni des conditions posées par la réforme gouvernementale, suscitant chez les paysans pauvres un immense espoir.

L'approfondissement de la révolution se poursuit et le gouvernement est impuissant à l'enrayer. Les efforts constants des sociaux-démocrates pour limiter les initiatives du conseil ouvrier central de Budapest se heurtent à de plus en plus de difficultés. Depuis février, les délégués des usines, qui sont de plus en plus souvent des communistes, imposent la tenue des réunions de ce conseil et y gagnent peu à peu des positions. Le 7 mars, le conseil ouvrier central exige la socialisation de tous les moyens de production et le transfert de leur direction aux conseils ouvriers. Il crée pour cela une commission pour la socialisation des entreprises industrielles.

Le gouvernement n'est pas parvenu non plus à démanteler les conseils de soldats. Le conseil central des soldats de Budapest sous la direction de Pogany compte 14 000 soldats en garnison, 5 000 miliciens, 2 000 marins et 18 000 soldats et sous-officiers démobilisés. De nouvelles élections dans les conseils de soldats début mars voient augmenter la proportion de délégués communistes, avec parfois le vote de motion comme : « *il ne sera obéi aux ordres du gouvernement que s'ils ont préalablement été ratifiés par le Conseil de soldats de Budapest* » (citée par Szántó).

Si l'opposition et la défiance contre le gouvernement grandissent, la majorité de la classe ouvrière hongroise ne perçoit toujours pas clairement ce qui oppose communistes et sociaux-démocrates. Ainsi, le Conseil ouvrier des métallos somme-t-il le gouvernement de céder le pouvoir aux partis du prolétariat. Lors de grands rassemblements à Szeged le 11 mars et à Csepel le 18 mars, travailleurs et soldats ont exigé la libération de tous les dirigeants du MKP. Le 19 mars, une énorme manifestation convoquée par le conseil ouvrier central se tient à Budapest, suivie le 20 par des grèves, avec des mots d'ordre comme « libération des dirigeants communistes » et « gouvernement ouvrier ».

Les ministres bourgeois voyaient désormais dans la formation d'un gouvernement purement social-démocrate le seul salut possible. Cependant, le SzDP perdait de plus en plus de son contrôle sur les travailleurs des villes et des campagnes car ses ministres défendaient à tous coups la bourgeoisie contre les travailleurs, les paysans et les soldats. Prenant acte de l'influence croissante des communistes, une aile du parti social-démocrate animée par Pogany demande que les attaques contre le MKP cessent et que son parti s'oriente vers un travail en commun avec le MKP. Depuis début mars, ces militants ont pris l'initiative de négocier avec les dirigeants communistes détenus dans la prison centrale de Budapest.

Kun de son côté est prêt à franchir le Rubicon : il est favorable à la fusion des deux partis, mais sous condition d'un programme qu'il formalise dès le 11 mars : démission du gouvernement des ministres sociaux-démocrates, remplacement de la république démocratique bourgeoise par une république soviétique, égalité des nationalités, création d'une armée rouge pour la défense du territoire, nationalisation de l'industrie, des mines, des banques et des transports. Contrôle des travailleurs sur la production et la distribution, monopole d'État sur le commerce extérieur et intérieur, nationalisation des grands domaines, séparation de l'État et de l'église. Comme si, par un coup de baguette magique, un accord sur un texte pouvait effacer soudain le rôle sciemment contrévolutionnaire joué par le SzDP à l'initiative duquel il a lui-même été jeté en prison ! Un accord sur ce programme de quelque militant social-démocrate que ce soit ne pouvait qu'impliquer au minimum une rupture publique avec la social-démocratie et une condamnation sans appel de sa politique. Ce que n'exige absolument pas Béla Kun, qui ne cherche donc pas à gagner au MKP des militants en rupture avec le SzDP, mais bien la fusion des deux partis. Le sort de la révolution hongroise se scelle à l'instant précis de cette capitulation politique de la direction du jeune MKP.

LA FUSION DU SZDP ET DU MKP ET LA RÉPUBLIQUE DES CONSEILS

C'est la France qui donne le coup de grâce au gouvernement chancelant de Károlyi. En effet, le lieutenant-colonel Vix, chef de la mission militaire de l'Entente à Budapest présente le 20 mars au gouvernement une décision de la Conférence de la paix de Paris du 28 février exigeant de la Hongrie qu'elle cède une partie importante de la partie Est à la Roumanie et en retire ses troupes sous dix jours. Si le gouvernement n'accepte pas dans la journée, l'armistice conclu à Belgrade sera révoqué et la guerre reprendra contre la Hongrie.

Pour le gouvernement hongrois, obtempérer signifie son discrédit total, mais il n'a aucun moyen non plus pour résister. Károlyi, prenant acte de sa totale impuissance, déclare :

La patrie est en danger. L'heure la plus grave de notre histoire a sonné... Le moment est venu où la classe ouvrière hongroise, avec sa force, la seule force organisée du pays, et avec ses relations in-



ternationales, doit sauver la patrie de l'anarchie et de la mutilation. Je vous propose donc un gouvernement social-démocrate homogène qui fera face aux impérialistes. Il s'agira d'une lutte dont l'enjeu est le sort de notre pays. Pour mener à bien cette lutte, il est indispensable que la classe ouvrière retrouve son unité, et que l'agitation et le désordre provoqués par les extrémistes cessent. A cette fin les sociaux-démocrates doivent trouver un terrain d'entente avec les communistes. (cité par Roland Bardy, 1919, la Commune de Budapest, La Tête de Feuilles, 1972)

Garami, à l'aile droite du SzDP, ne veut pas d'une fusion avec le MKP, mais il indique clairement son plan :

Confier le gouvernement aux communistes, attendre leur faillite totale et alors, alors seulement, dans une situation libérée de ces déchets de la société, nous pourrions former un gouvernement homogène. (idem)

Quant à l'aile gauche du parti, ses dirigeants précisaient :

Constatant en effet que la Hongrie se trouve être sacrifiée par l'Entente, qui manifestement a décidé de liquider la Révolution, il en résulte que les seuls atouts dont celle-ci dispose sont la Russie soviétique et l'Armée rouge. Pour obtenir l'appui de ces dernières, il faut que la classe ouvrière hongroise soit effectivement maîtresse du pouvoir et que la Hongrie soit une véritable république populaire et soviétique... Pour éviter que les communistes n'abusent du pouvoir, il vaut mieux le prendre avec eux ! (idem)

Lors d'une réunion conjointe du SzDP et du Conseil des syndicats le matin du 21 mars, les dirigeants du centre du parti (Bohm, Kunfi, Garbai) soutiennent les positions de l'aile gauche (Pogany...) et votent contre l'aile droite (Garami...) pour s'unir au Parti communiste et former un seul parti. Tout va très vite. Dans une déclaration du même jour, les deux partis indiquent :

Le Parti social-démocrate de Hongrie et le Parti des communistes de Hongrie ont décidé aujourd'hui en une réunion de direction commune l'union complète des deux partis. Le nom du nouveau parti uni sera, tant que l'Internationale révolutionnaire n'aura pas pris de décision sur l'appellation du parti : Parti socialiste de Hongrie. L'union se fait sur la base suivante et de sorte que dans la direction du parti et du pouvoir gouvernemental, les représentants du Parti des communistes de Hongrie participent également. Le parti prend

*tout le pouvoir sans délai au nom du prolétariat. La dictature du prolétariat est exercée par les Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Pour cette raison, le projet d'élections de l'Assemblée nationale tombe évidemment définitivement. Doit être créée, sans délai, l'armée de classe du prolétariat, laquelle enlève totalement les armes des mains de la bourgeoisie. Pour assurer le pouvoir du prolétariat, ainsi que contre l'impérialisme de l'Entente, l'alliance la plus complète et la plus resserrée, militaire et idéologique, doit être conclue avec le gouvernement soviétique russe. (cité par Miklós Molnár, *De Béla Kun à Janos Kadar, soixante-dix ans de communisme hongrois*, Les Presses de Sciences Po, 1987)*

Le conseil ouvrier central sous la présidence de Garbai approuve la création du parti socialiste unifié et la fondation d'une république des conseils. Ce nouveau parti est composé à proportion d'un militant communiste pour trois militants socialistes. En réalité, c'est plutôt le MKP qui se dissout et les communistes qui rentrent dans les anciennes structures du SzDP. Hormis les éléments les plus droitiers de l'ancien parti social-démocrate qui restent à l'écart, tout le marais, les éléments conciliateurs, les dirigeants syndicaux sociaux-démocrates sont présents avec armes et bagages, au prix d'un accord de façade sur un programme qui s'avérera n'être qu'un chiffon de papier. La direction du nouveau parti est ainsi largement aux mains de l'ancienne direction du SzDP et de son appareil expérimenté. Le gouvernement qui est constitué, présidé par Garbai, reflète parfaitement ce rapport de forces : il comprend 17 commissaires du peuple (15 sociaux-démocrates, 2 communistes).

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE CONTINUE À SABOTER LE POUVOIR DES CONSEILS

À Moscou, la nouvelle de la proclamation de la République des conseils de Hongrie fait l'effet d'une bombe. C'est l'euphorie au 8^e congrès du PC russe qui se tient au même moment. Un participant, Voronkov, témoigne :

*Pendant la soirée, Boukharine a pris d'assaut la tribune et, bondissant d'un bord à l'autre, a commencé à dire quelque chose. Tout s'est arrêté. Lénine avait été contacté par radio de Budapest : en Hongrie, le pouvoir a été transféré aux communistes. Le congrès a longtemps applaudi après cette annonce. (Christian Koller & Matthias Marschik, *Die ungarische Räterepublik 1919*, Promedia, 2018)*

Le 22 mars 1919, le congrès adresse le message suivant au gouvernement de la République soviétique hongroise :

Le 8^e congrès du Parti communiste de Russie transmet ses salutations enthousiastes à la République soviétique hongroise. Notre congrès est convaincu que le temps n'est pas loin où le communisme vaincra dans le monde entier. La classe ouvrière russe viendra à votre aide de toutes ses forces. Le prolétariat du monde entier suit avec une attention soutenue votre combat et ne permettra pas à l'impérialisme de lever la main contre la nouvelle République soviétique. Vive la république internationale communiste ! (Lénine, Briefe Band, vol. 5, Dietz Verlag, 1968)

Mais le 23 mars, Lénine envoie ce télégramme personnel à Béla Kun :

S'il vous plaît, quelles garanties réelles avez-vous que le nouveau gouvernement hongrois est vraiment communiste, et pas seulement socialiste, ce qui veut dire social-traître ? Est-ce que les communistes ont la majorité dans le gouvernement ? Quand se réunit le congrès des soviets ? Comment voit-on réellement la reconnais-



L'Armée rouge

sance de la dictature du prolétariat par les socialistes ? Il est absolument certain que dans les conditions particulières de la révolution hongroise, la simple imitation de notre tactique dans ses moindres détails serait une erreur. Je dois vous mettre en garde contre cette erreur, mais je dois savoir où vous voyez les garanties réelles. (Lénine, « Message à Kun », Œuvres, Progrès, t. 29, 1973)

Des garanties, Bela Kun n'en a évidemment aucune. Il semble cependant qu'il parvienne à tromper Lénine en lui fournissant des informations tronquées, dissimulant la nature exacte de la fusion avec la social-démocratie en lui faisant croire que celle-ci n'aurait été effectuée qu'avec les éléments les plus à gauche qui auraient rejoint les communistes.

Le gouvernement prend aussitôt des mesures par décret. Le 27 mars, toutes les entreprises de plus de 20 employés dans les secteurs de l'industrie, des mines, des services, transports et des communications sont nationalisées. Les grosses fortunes sont saisies, les propriétaires ne sont autorisés à retirer que 10 % de leurs dépôts bancaires jusqu'à concurrence de 2 000 couronnes par mois. Même le commerce de détail est placé sous contrôle. L'écart entre les salaires est réduit : le directeur d'une entreprise d'État (commissaire à la production) touchera un salaire mensuel de 2 000 couronnes, un commissaire du gouvernement 3 000 couronnes et une infirmière 1 000 couronnes. La durée journalière du travail est réduite, des congés payés sont accordés. Une grande campagne d'alphabétisation est décidée pour lutter contre l'illettrisme estimé à 30 % de la population.

Mais ce ne sont le plus souvent que des demi-mesures, appliquées partiellement. En réalité, la situation est chaotique. Les dirigeants toujours sociaux-traîtres dans l'âme veillent à limiter au maximum les initiatives et le contrôle des conseils ouvriers, aussi bien sur la production que sur les questions de ravitaillement. C'est aux bureaucraties syndicales, beaucoup mieux contrôlées, que ces responsabilités vont être confiées, avec d'ailleurs l'accord de Béla Kun.

C'est le gouvernement qui décide de l'organisation des élections à l'Assemblée nationale des conseils ouvriers, qui sont organisées comme n'importe quelle élection bourgeoise, avec isolements, scrutin de listes, secret des votes, c'est-à-dire l'exact contraire de la démocratie des soviets ! L'ancien appareil du SzDP y conserve ainsi une majorité.

L'Armée rouge est constituée, mais elle n'en a, abusivement, que le nom. Son commandant en chef est le social-démocrate Bohm qui en a

une conception bien particulière car il se voit en défenseur de la nation et non en défenseur de la république ouvrière. Il déclare : « *la proclamation de la République soviétique a non seulement suscité un enthousiasme évident chez les ouvriers et les paysans, mais également dans la majorité de la bourgeoisie et des officiers* ». Fort de quoi le commandement reste constitué par les officiers de l'armée de la monarchie, flanqués de commissaires politiques exclusivement sociaux-démocrates. Pire même : alors que les communistes exigent la dissolution des forces de la police bourgeoise, le gouvernement décide d'incorporer ces forces dans la nouvelle Armée rouge !

Quant à la réforme agraire, c'est une catastrophe, imputable au dogmatisme et au schématisme de Béla Kun : au lieu d'accompagner et de donner une base soviétique légale aux occupations et distributions des terres déjà largement entamées par les paysans pauvres, le gouvernement attribue bureaucratiquement toutes les terres à des fermes d'État ou coopératives agricoles dont la direction est assurée, soit par des envoyés du gouvernement, soit même par les anciens propriétaires ! C'est la douche froide. En un rien de temps, la révolution perd le soutien de la paysannerie pauvre, les spéculateurs prennent le contrôle de l'approvisionnement des villes.

LE SURSAUT DE L'ARMÉE ROUGE HONGROISE

La situation révolutionnaire en Hongrie inquiète au plus haut point les puissances impérialistes victorieuses, devant le risque d'extension de la révolution bolchévique en Europe. En Allemagne, la contre-révolution n'en a pas fini avec l'agitation révolutionnaire : le 7 avril, une éphémère république des conseils prend le pouvoir en Bavière. Elle finira écrasée dans le sang le 2 mai. À Vienne, le prolétariat crée également des conseils ouvriers et suit avec attention et espoir les événements en Hongrie. En Ukraine, l'Armée rouge soviétique n'est plus qu'à 150 km de la Hongrie des conseils.

Les chefs militaires français, Foch, Berthelot Franchet d'Esperey sont favorables à une intervention militaire directe sous commandement français, mais le gouvernement britannique de George (Parti libéral) et même le premier ministre français Clémenceau (Parti radical) sont plus prudents. D'une part, ils craignent d'éventuelles réactions de leur classe ouvrière ; d'autre part, à Szeged, le 21 mars, les officiers de l'armée française présente sur place s'étaient heurtés au refus de la troupe de marcher contre les ouvriers qui reprenaient à nouveau le contrôle de la ville. Mieux vaut donc faire avancer les armées des pays voisins. Selon les instructions des missions militaires de l'Entente, Belgrade, Bucarest et

Prague préparent donc une attaque en tenailles contre la Hongrie. Le 16 avril, 35 000 hommes des troupes roumaines attaquent en Transylvanie déjà occupée, s'avancent profondément au nord-est, occupent Debrecen et poussent jusqu'à Szolnok où un putsch contre-révolutionnaire a établi une tête de pont. 40 000 hommes de l'armée tchèque s'avancent jusqu'à Miskolc, 32 000 Français et 38 000 Serbes attaquent au Sud où ils protègent la formation d'un gouvernement contre-révolutionnaire, présidé par un autre comte Károlyi avec le contre-amiral Horthy comme ministre de la guerre.

La situation militaire de la république des conseils de Hongrie se dégrade très rapidement, les armées étrangères approchent de Budapest. Le 1^{er} mai, le gouvernement délibère. Certains sociaux-démocrates jugent la situation sans espoir et sont partisans d'en finir avec les conseils ouvriers pour parvenir à un régime acceptable par les puissances occupantes, mais le conseil ouvrier central de Budapest refuse de plier. La manifestation du 1^{er} mai réclame l'armement du peuple.

En trois jours 44 000 travailleurs rejoignent l'Armée rouge. Arrive également bientôt le renfort de 20 000 volontaires internationaux, des Autri-



Volontaires étrangers de l'Armée rouge

chiens, des Polonais, des Ukrainiens, des Tchèques, des Slovaques, des Serbes et des Croates. Ce sursaut ouvrier change le cours des armes. L'Armée rouge hongroise regagne du terrain sur tous les fronts contre les troupes roumaines, serbes et tchèques de la mi-mai à la mi-juin, allant même jusqu'à la proclamation le 16 juin d'une république soviétique de Slovaquie sous la protection de l'Armée rouge hongroise.

L'AVENTURE VIENNOISE DE L'ENVOYÉ DE BÉLA KUN

Parallèlement se déroule à partir de la mi-mai un épisode particulièrement significatif de l'aventurisme, de la fuite en avant et de la faiblesse politique de la direction communiste. Béla Kun dépêche Ernő Bettelheim, qui était membre du comité central de l'ex-MKP, à Vienne pour y déclencher la prise du pouvoir par les conseils.

C'est en réalité un aventurier qui, se faisant passer pour l'envoyé de la 3^e Internationale, débarque à Vienne avec des valises pleines d'argent, croyant, au mépris de toute réalité, pouvoir organiser l'insurrection qu'il fixe arbitrairement au 15 juin en distribuant des billets. Mais le tout jeune parti communiste autrichien est bien loin d'avoir l'implantation, l'influence et l'expérience politique nécessaires. Les militants communistes autrichiens ne savent comment se défaire de Bettelheim sans nuire en même temps à la révolution hongroise. La majorité de la classe ouvrière est encore sous le contrôle de la social-démocratie et de ses syndicats. Les conseils ouvriers comme les directions syndicales refusent de se lancer dans cette prise du pouvoir et ses instigateurs sont tous arrêtés le 14 juin.

Si en Autriche allemande, le prolétariat eût accepté dans sa majorité et réalisé l'idée de la dictature des soviets, la république soviétique de Hongrie en eût été renforcée. Mais si le Parti communiste autrichien se fût emparé du « pouvoir » par l'insurrection — ce qui n'était nullement impossible, vu la faiblesse du gouvernement — tout en n'ayant pas derrière lui la majorité du prolétariat, cette victoire n'eût qu'affaibli la république soviétique de Hongrie. La république des soviets autrichiens n'aurait point été, dans ce cas, « soviétique », car les soviets étaient contre sa proclamation. Les syndicats ne l'admettaient pas non plus. Sur qui donc se serait-elle appuyée ? Contrainte d'avoir recours au soutien d'une garde rouge recrutée au hasard et de lutter contre la majorité de la classe ouvrière, où aurait-elle pu puiser encore des forces pour venir en aide à la Hongrie des soviets ? Cette simple considération était suffisamment persuasive pour démontrer toute la folie de la tactique

insurrectionnelle à tous ceux qui connaissent la République des soviets autrement que par ouï-dire. Mais, en l'occurrence, nous avons affaire à une désastreuse ignorance ; le messie du bureau de la propagande de Budapest n'avait pas la moindre conception du communisme... (Karl Radek, « Une malheureuse tentative insurrectionnelle en Autriche allemande », octobre 1919, Bulletin communiste n° 49, décembre 1920)

LE PROLÉTARIAT HONGROIS NE PEUT ASSURER FERMEMENT SA DICTATURE

Le 27 mai, Lénine adresse un « salut aux ouvriers hongrois ». Trompé par Bela Kun, il continue de croire que :

Le passage à la dictature du prolétariat en Hongrie s'est effectué sous une tout autre forme qu'en Russie : démission volontaire du gouvernement bourgeois, rétablissement instantané de l'unité de la classe ouvrière, de l'unité du socialisme sur la base du programme communiste. (Œuvres, Progrès, t. 29, 1973)

Néanmoins, il essaie d'influer sur le cours de la révolution hongroise qu'il sent menacé, sans avoir manifestement toutes les informations.

C'est par la lutte de classe contre la résistance de la bourgeoisie, contre le croupissement, la routine, l'indécision, les hésitations de la petite-bourgeoisie, que le prolétariat doit défendre son pouvoir, affermir son influence organisatrice, obtenir la « neutralisation » des couches qui, craignant de s'écarter de la bourgeoisie, le suivent d'un pas trop peu assuré... La tâche très difficile, mais très féconde, qui vous attend à présent est de tenir bon dans la guerre contre l'Entente. Soyez fermes. Si des hésitations se manifestent parmi les socialistes qui, hier, se sont joints à vous, à la dictature du prolétariat, ou parmi la petite bourgeoisie, réprimez ces hésitations impitoyablement. À la guerre, lorsqu'un lâche est fusillé, ce n'est que justice. (idem)

Le prolétariat hongrois, malgré les succès de son armée, ne dispose pas des moyens politiques pour assurer sa domination sur la bourgeoisie, car au sein même du gouvernement, au sein même du parti socialiste unifié, des forces favorables à la bourgeoisie sont à l'œuvre. Ce ne sont pas, hélas, des « hésitations » dont feraient preuve les dirigeants socialistes qui auraient décidé de rejoindre le prolétariat, mais pour la plupart d'entre eux, d'une politique délibérée d'obstruction et de dévoiement du pouvoir ouvrier.

L'avancée de l'Armée rouge hongroise relance l'hypothèse, au sein de l'état-major français, d'une attaque directe des troupes françaises avec les États alliés voisins, mais le premier ministre Clémenceau préfère envoyer un premier ultimatum le 7 juin sommant la Hongrie de cesser les hostilités et de retirer ses troupes de Slovaquie. Kun, qui est le commissaire aux affaires étrangères, répond sans accepter ni refuser, cherchant à gagner du temps. Deuxième ultimatum de Clémenceau le 14 juin, sous quatre jours de délais. Le 19 juin, les troupes hongroises cessent les combats. Le 18 juin, Lénine télégraphie à Kun :

Il est nécessaire de faire le plus grand usage de toute opportunité en vue d'obtenir un armistice temporaire... afin de donner au peuple le temps de souffler. Mais ne croyez pas les puissances de l'Entente un seul moment. Ils vous trompent et essaient seulement de gagner du temps afin de pouvoir vous écraser ainsi que nous. (Lénine, Œuvres, Progrès, t. 36, 1959)

Cependant, l'Armée rouge hongroise n'a pas entamé le retrait des territoires conquis. Les généraux Foch et Franchet, comme le roi Ferdinand 1^{er} de Roumanie, pensent qu'il n'y a pas une seconde à perdre pour marcher sur Budapest, où une tentative de putsch contre-révolutionnaire vient d'être déjouée. Mais, finalement, le 30 juin l'Armée rouge hongroise se retire partiellement de Slovaquie. Kun explique ce même jour les raisons de ce retrait au comité central exécutif des conseils ouvriers et de soldats :

Le motif n'est pas de politique extérieure, car l'Entente n'est pas en état de faire marcher contre nous le nombre de soldats voulu, ce n'est



pas non plus le capitalisme tchèque qui nous fait reculer, car la Tchécoslovaquie est à la veille de la ruine financière et l'impérialisme roumain n'est pas moins faible. Le repli des troupes a pour but d'achever notre organisation économique et administrative. Il faut choisir entre la réaction monarchique la plus violente avec un Andrássy ou même un Károlyi et la dictature du prolétariat. L'armée révolutionnaire, quoique forcée de s'arrêter en plein triomphe demeurera prête à la lutte, ses cadres seront reconstitués et seront augmentés... (in Alves de Souza, *La Diplomatie française face à la Hongrie de Béla Kun*, Institut universitaire de hautes études Internationales de Genève, 1985)

Mais l'ordre de repli de l'Armée rouge qui compte maintenant 150 000 hommes provoque au contraire un effondrement du moral des troupes et laisse la fragile république soviétique de Slovaquie, qui vient de se constituer, promise à un écrasement certain.

À Budapest, des dirigeants et ministres de l'ancien appareil social-démocrate, qui n'a jamais disparu, comme Kunfi et Pogány, font tout pour modérer les ardeurs révolutionnaires des conseils et s'opposent systématiquement à tous les actes de Kun. La désorganisation économique gagne, les mouvements de protestation diverses contre le gouvernement sont fréquents.

La ville de Szeged abrite maintenant un contregouvernement réactionnaire constitué autour du frère du comte Károlyi, protégé par les armées étrangères. Sur le plan militaire, la perspective de la jonction avec l'Armée rouge soviétique s'est envolée, suite à une violente offensive des armées blanches en Ukraine. L'armée roumaine, loin d'être aussi faible que le prétend Kun, d'autant qu'elle est techniquement épaulée par l'armée française, piaffe d'impatience.

LE TRIOMPHE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Le 20 juillet, Kun relance l'offensive de l'Armée rouge hongroise, cette fois contre les troupes roumaines. Son avancée est de très courte durée. Dès les 22 et 23 juillet, le commandant en chef de l'Armée rouge Bohm, le chef d'état-major démissionnent et entraînent avec eux nombre d'officiers. Ils reprochent à Béla Kun de ne lutter que pour le régime bolchevik et non pour défendre l'intégrité territoriale hongroise. En réalité, Bohm, qui est toujours resté un social-démocrate, avait pris des contacts dès le 21 juillet avec l'Entente pour négocier les conditions d'un renversement du gouvernement et son remplacement par un gouvernement uniquement social-démocrate. L'Armée rouge hongroise est décapitée.

Les sociaux-démocrates de Hongrie, qui s'étaient baptisés communistes, quand ils jugèrent désespérée la situation du pouvoir des soviets se mirent à pleurnicher devant les agents des capitalistes et les bourreaux de l'Entente. (Vladimir Lénine, La Maladie infantile du communisme, le gauchisme, 1920, ES)

Le 27 juillet, les troupes roumaines prennent définitivement l'avantage. Béla Kun exhorte le prolétariat hongrois à la défense de Budapest mais il est lâché par tous les dirigeants sociaux-démocrates et le gouvernement démissionne le 1^{er} août, cédant la place à un gouvernement uniquement social-démocrate, qui entame immédiatement une répression féroce contre les communistes.

Le 6 août, les troupes roumaines et françaises, commandées par le général Berthelot, entrent dans Budapest et y font régner la terreur. Le 16 novembre 1919, l'amiral Horthy, chef des forces armées du gouvernement contrerévolutionnaire de Szeged, entre dans Budapest. La nuit de la dictature se referme sur le prolétariat hongrois. Elle va s'étendre jusqu'en 1945.

La république hongroise des conseils ne dura que 133 jours. Les sociaux-démocrates et les partis bourgeois ont accusé les communistes de s'y être comportés en fanatiques sanguinaires. 129 contrerévolutionnaires furent effectivement exécutés pendant cette période. Par contre, plus de 5 000 personnes furent assassinées entre le 15 et le 31 août 1919 par la contrerévolution. Il y eut 75 000 arrestations. Les procès de masse commencèrent en octobre. 15 000 travailleurs furent jugés par les tribunaux militaires qui infligeaient des peines de mort et de travaux forcés.

En Hongrie, les communistes, alliés aux sociaux-démocrates de gauche ne conquièrent pas le pouvoir, mais le reçurent des mains de la bourgeoisie épouvantée. La révolution hongroise, victorieuse sans bataille et sans victoire, se trouva dès le début privée d'une direction combattive. Le Parti communiste se fondit avec le Parti social-démocrate, montrant par là qu'il n'était pas lui-même vraiment communiste et que, par suite, il était, malgré l'esprit combattif des prolétaires hongrois, incapable de conserver le pouvoir qu'il avait obtenu si facilement. La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le parti, à l'encontre du parti ou par un succédané de parti. C'est là le principal enseignement des dix dernières années. (Trotsky, Les Leçons d'octobre, 1924, GB, 2005)

23 novembre 2019

BÉLA KUN (1886-1938)

Béla Kohn naît à Szilágyocseh en Transylvanie (empire austro-hongrois) d'un père notaire hongrois, juif et social-démocrate. sa mère est hongroise et chrétienne. Béla Kohn magyarise son nom en Kun en 1904. Après des études de droit à l'université de Kolozsvár, il devient journaliste et membre du Parti social-démocrate hongrois (SzDP). Il est envoyé en 1914 sur le front russe. Fait prisonnier en 1916, il rejoint en 1918 le Parti bolchevik.

En 1918, l'Autriche-Hongrie se disloque. De retour de Russie, les anciens prisonniers communistes fusionnent avec d'autres fractions du SzDP, au mois de novembre pour créer le Parti des communistes de Hongrie (MKP). Le pays se couvre de conseils. Le 21 mars 1919, communistes et sociaux-démocrates proclament la République des conseils de Hongrie. Sándor Garbai (SzDP) est le chef du gouvernement, Béla Kun (MKP) est commissaire aux affaires étrangères, Tibor Szamuely (MKP) commissaire aux affaires militaires. Le gouvernement isole la classe ouvrière urbaine des paysans travailleurs qu'il mécontente par la collectivisation forcée et prématurée des terres.

L'impérialisme français fomenté en avril 1919 une coalition contrerévolutionnaire entre la Roumanie, la Serbie et la Tchécoslovaquie qui rallie la noblesse et une aile de la bourgeoisie hongroise (Gyula Peidl, Miklos Horthy...). Cette alliance militaire parvient en août 1919 à écraser la République des Conseils. La terreur blanche menée par l'Armée nationale de Horthy oblige Kun à fuir en Europe occidentale.

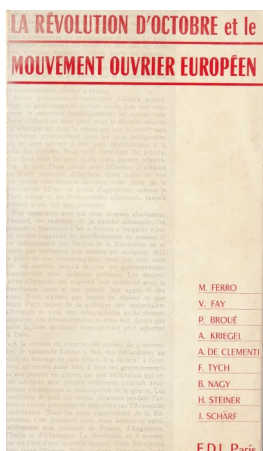
Béla Kun se réfugie en Russie soviétique, où il devient commissaire politique au sein de l'Armée rouge et participe à la guerre civile russe en Crimée. Il est affecté à la 3^e Internationale (IC). Début 1921, il est envoyé par Grigori Zinoviev (qui dirige l'IC) avec Mátyás Rákosi en Allemagne pour pousser le Parti communiste d'Allemagne (KPD) à se soulever contre la république bourgeoise de Weimar afin de « forcer le cours de la révolution ». L'action de mars est un échec total. Au 3^e congrès de l'IC, en juin, Lénine dénonce les « bêtises de Béla Kun » et condamne la ligne gauchiste menée en Allemagne.

Lors du déchirement du PCR de 1923 à 1928, Kun se rallie à Staline. En 1929, il défend dans l'IC la ligne gauchiste dite de « la troisième période » qui définit la social-démocratie européenne comme fasciste. En 1932, il remet en cause cette orientation criminelle. En 1935, il semble réticent au tournant de l'IC vers les fronts populaires, tout aussi catastrophiques. Accusé de trotskysme, il est arrêté par le NKVD en 1937 et torturé. Condamné au goulag, il est exécuté le 29 août 1938.

[voir Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, 1942-1946, Lux, 2017 ;
Pierre Broué, *Révolution en Allemagne*, Minuit, 1971 ;
Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste*, Fayard, 1997]

Balázs Nagy

La révolution d'Octobre et la république des conseils en Hongrie



En 1917, le mouvement ouvrier hongrois avait déjà des traditions dont les caractéristiques se retrouveront tout au long de son histoire depuis l'écrasement de la révolution bourgeoise de 1848-1849 :

Tout d'abord l'influence prédominante du mouvement ouvrier allemand, d'où le caractère lassalien du mouvement hongrois qui avait plus hérité de son modèle les défauts que les qualités et sa longue dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie. Cette influence fut d'ailleurs renforcée par celle de l'austro-marxisme [du SPAD de l'empire austro-hongrois].

Puis l'indifférence de la social-démocratie hongroise à l'égard des deux grands problèmes posés au mouvement ouvrier : d'abord le poids des paysans pauvres et des ouvriers agricoles constituant l'écrasante majorité de la population - le parti social-démocrate hongrois s'est formé à la fin du 19^e siècle alors que la population ouvrière ne dépassait pas 4 %. Les paysans, sept ans après la fondation du Parti social-démocrate hongrois [SzDP], créèrent leur propre parti et déclenchèrent de vastes mouvements revendicatifs, sans aucune liaison avec le mouvement ouvrier. Le second problème est celui des nationalités, fondamental dans la monarchie austro-hongroise formée de nationalités diverses, provoquant de très importants mouvements de libération nationale qui restèrent, eux aussi, sans liens avec le mouvement ouvrier.

Enfin l'incapacité de l'opposition dont les diverses tendances se développaient peu à peu au sein de la social-démocratie et animée principalement par Ernő Szabo, à formuler un programme marxiste cohérent, à analyser correctement l'opportunisme de la social-démocratie

et à dépasser l'action revendicative immédiate. Elle avait ainsi failli à sa tâche fondamentale.

Le mouvement ouvrier hongrois ne connaissait pas les problèmes et les luttes qui secouaient le mouvement ouvrier russe, lui permettant de forger une avant-garde révolutionnaire. Il y eut pourtant une époque où Trotsky et Rakovsky, correspondants de guerre dans les Balkans en 1912, rédigeaient leurs articles éclairant les problèmes nationaux si importants dans ces régions et où Lénine s'attachait à ce même problème et à celui de la paysannerie, étroitement liés. Rien de pareil en Hongrie. Et si nous songeons aux luttes durement menées dans le mouvement russe pour dégager une avant-garde politique, nous constatons que c'est à travers elles que se forgea l'instrument principal de la révolution d'Octobre, alors qu'en Hongrie sans aucun passé comparable, c'est précisément ce problème qui pesa si lourd sur la Révolution de 1919.

La première guerre mondiale accentuant les divergences au sein du mouvement ouvrier hongrois, c'est contre la politique social-patriotique inspirée par la social-démocratie allemande [SPD], que se sont formés les trois principaux groupements de l'opposition : d'abord certains militants poursuivent leur action de grèves et même de sabotage, interdite par la direction du parti, mais sans rompre avec le parti ; puis l'ancienne opposition revivifiée, mais toujours incapable d'aller aux masses ; et enfin, sous l'influence des expériences de la guerre, une nouvelle opposition apparaît parmi certains dirigeants du parti. Ce mouvement n'aboutit à aucune formation d'avant-garde, conserve un caractère disparate et se contente de mots d'ordre pacifistes. La situation se clarifia un peu en 1916, grâce à un regroupement des militants syndicalistes et des intellectuels antimilitaristes qui luttaient contre la guerre mêlant syndicalisme et action individuelle.

Ce fut la révolution d'Octobre qui donna à ce mouvement l'impulsion décisive sur la base d'une radicalisation des masses : en 1917, il y avait 215 000 syndiqués contre 55 000 en 1916. À la fin de 1917 et au début de 1918, il y eut même des révoltes dans l'armée. Le 1^{er} janvier 1918, une grève générale éclata, entraînant 300 000 ouvriers, en même temps que les grèves en Allemagne et en Autriche. C'est au cours de ce mouvement que les premiers conseils ouvriers furent créés dans certaines usines.

Ce mouvement sans précédent avait pris les groupements de l'opposition à l'improvisiste et était en avance sur la formation de sa direction politique.

Au cours de l'été 1918, les éléments les plus clairvoyants du mouvement ouvrier hongrois commençaient à se regrouper et à se poser le problème de la nécessité d'un parti politique révolutionnaire. Sans aucun doute, c'est la Révolution russe qui leur en avait fourni l'exemple. En automne quelques ouvriers et intellectuels révolutionnaires, venant d'horizons divers, mais subissant encore l'influence de Ernő Szabo, qui donnait de plus en plus la priorité à l'action syndicale, posaient les premiers jalons de la formation du Parti des communistes de Hongrie [MKP].

À partir de 1917, un changement s'est opéré dans le sens que l'influence de la social-démocratie allemande et autrichienne a cédé la place de celle exercée par la révolution russe. L'impact de cette révolution est tel qu'il déborde largement le cadre fixé et déterminé par la direction des syndicats et de la social-démocratie. C'est à partir de la révolution d'Octobre que les grandes manifestations de masse, les révoltes de soldats et la formation des conseils ouvriers commencent non seulement à se développer dans le pays, mais à dominer un mouvement ouvrier traditionnel et « sagement » subordonné à la bourgeoisie, aussi bien sur le plan politique que syndical. Ces mouvements, cependant, ne débordent pas les organisations officielles ne cherchant pas à les remplacer par d'autres. Il suffit de voir que c'est vers les syndicats que les ouvriers se tournent, gonflant leur effectif et les utilisant non seulement à l'organisation des manifestations mais aussi à la formation des conseils ouvriers tout en continuant à regarder vers le Parti social-démocrate qui, bien entendu, ne peut leur donner aucun mot d'ordre susceptible de pousser ce mouvement vers la révolution. Mais, et c'est important, l'influence des membres de l'opposition au sein de la social-démocratie, grandit au fur et à mesure de la radicalisation des masses parallèlement à l'incapacité et à la faillite totales de la direction traditionnelle de la social-démocratie.

En outre, pendant la guerre, des centaines de milliers d'ouvriers et paysans furent mobilisés contre la Russie. Des centaines de milliers furent faits prisonniers de guerre. Plus de cent mille d'entre eux avaient pris part à la Révolution russe, aux côtés des révolutionnaires et avaient lutté pour les soviets et dans les rangs de l'Armée rouge.

Parmi ces combattants, il y avait des militants du Parti social-démocrate [SzDP] et des syndicats. Déjà, dans les camps de prisonniers, après la révolution de Février, avait commencé une fermentation qui avait abouti au rassemblement des éléments les plus conscients et les plus radicaux ayant pour la plupart appartenu au Parti social-démocrate hongrois, sans y avoir joué un rôle important ; ceux-ci ont formé en mars 1918 le groupe hongrois du Parti bolchevik. Ce groupe s'est efforcé d'analyser les tâches principales du mouvement ouvrier hongrois sur la base de l'expérience de la Révolution russe. Il n'a pas pu jouer un rôle politique réel en Hongrie, à cause de l'isolement de la Russie soviétique à cette époque, et cela jusqu'à la Révolution hongroise du 31 octobre 1918.

Pour mieux comprendre la formation du Parti des communistes de Hongrie, il est important de retracer brièvement les principales étapes de cette révolution. Pendant tout le mois d'octobre 1918, les manifestations, les mouvements de la classe ouvrière avaient pris un rythme et une ampleur sans précédent. Parallèlement, surtout sous l'influence de la Révolution russe, l'armée hongroise se décompose. Des centaines et des milliers de soldats ont déserté le front et sont rentrés les armes à la main en Hongrie dans le but de liquider un système qui leur avait infligé tant de souffrances. La désertion est devenue un mouvement de masse. Les soldats, sans retourner dans leurs foyers, sont restés ensemble en formant des conseils de soldats. Ce sont ces soldats qui déclenchent la révolution le 31 octobre 1918. Ils occupent les points stratégiques de la capitale acclamés par les ouvriers et toute la population travailleuse. On pouvait dire que la révolution était victorieuse sans un coup de fusil ou presque.

Il est important de comparer la révolution de Février 1917 en Russie et la révolution d'Octobre 1918 en Hongrie. Dans les deux cas, la révolution fut l'œuvre des masses, sans qu'elles puissent s'emparer du pouvoir politique. Il y a cependant une différence très importante. En Russie il existait un Parti bolchevik, mais, malgré cela, la confiance de la majorité du prolétariat et des soldats était allée aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires donc vers les partis qui avaient collaboré avec la bourgeoisie ; en Hongrie, les groupements d'opposition, jouaient un rôle important, en particulier au sein des conseils de soldats, mais ils n'avaient pas encore conclu à la nécessité d'un parti ouvrier révolutionnaire. Le caractère disparate de la révolution d'Octobre 1918 en Hongrie venait de là. Et c'est ainsi que la direction politique passait à cette même social-démocratie qui, alliée aux bourgeois radicaux, formait le gouvernement.

L'arrivée du groupe hongrois formé en Russie et affilié au Parti bolchevik fut décisive pour la création du Parti communiste. Il a pris contact avec les différents groupes et notamment le tout petit parti formé par quelques ouvriers et intellectuels et, ensemble, ils ont créé le 23 novembre 1918, le Parti des communistes de Hongrie. Le nouveau parti a réuni les trois tendances et groupements essentiels de l'opposition : les communistes qui, en Russie, avaient formé le groupe hongrois, l'ancienne opposition sociale-démocrate et les intellectuels antimilitaristes, plus ou moins affiliés au mouvement syndical. La politique du nouveau parti, dans la situation créée par la victoire de la révolution, mais victoire aboutissant à la prise du pouvoir par la coalition du parti social-démocrate et de la bourgeoisie radicale, fut conforme aux aspirations des masses. Le parti avait réussi à traduire dans la situation hongroise la politique bolchevik entre février et octobre 1917. Son mot d'ordre principal fut : « Suivons l'exemple de la Russie soviétique, travaillons aussi à la mode russe ». Le parti avait déployé une propagande, une agitation pour introduire le contrôle ouvrier en vue de préparer la nationalisation des moyens de production. Il a revendiqué le désarmement de la bourgeoisie et l'armement du prolétariat, la concentration du pouvoir entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats. Il a mené une lutte pour l'expropriation des grandes propriétés terriennes qui devaient être transformées en exploitation collective, pour une alliance révolutionnaire avec la Russie soviétique et avec le prolétariat international. Ces revendications avaient exprimé les aspirations des masses travailleuses. Le nouveau parti était conscient du fait que la réalisation des revendications issues des problèmes quotidiens des masses n'était possible que grâce à la lutte pour la dictature du prolétariat et par la victoire de cette dictature. C'est grâce à une telle politique qu'au bout de quelques mois le nouveau parti était déjà enraciné dans la classe ouvrière. Néanmoins, il n'avait pas réussi à arracher la majorité à la social-démocratie. La masse des ouvriers était restée fidèle à ce parti, tout en reprenant les revendications mises en avant par le parti communiste. Le gouvernement bourgeois, avec la participation de la social-démocratie, non seulement n'a pas réussi à résoudre les principaux problèmes mais était farouchement opposé à la réalisation des revendications démocratiques. La bourgeoisie s'était orientée vers la contre-révolution en alliance avec les puissances impérialistes et leurs alliés de l'Europe centrale et orientale. Le gouvernement était incapable de réaliser les revendications essentielles de la paysannerie pour la terre, de s'opposer aux ultimatums des puissances impérialistes, de satisfaire les re-

vendications ouvrières qui devenaient de plus en plus radicales et débouchaient sur le contrôle ouvrier de la production.

Au mois de janvier 1919, le gouvernement avait connu sa première crise en signant un traité avec les puissances impérialistes qui allaient occuper une grande partie du pays. Une radicalisation apparut dans les conseils ouvriers qui avaient exigé un gouvernement social-démocrate homogène, c'est-à-dire une rupture avec les partis bourgeois. Le Parti social-démocrate avait repoussé cette revendication, et était passé à la contre-attaque. Encouragé par le courant contre-révolutionnaire se manifestant en Allemagne par l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht le 15 janvier 1919, il décide d'isoler les communistes. Les sociaux-démocrates avaient exigé l'exclusion des communistes des conseils ouvriers, puis, grâce à une provocation policière, ils avaient réussi à interdire le Parti communiste. Toute la direction fut emprisonnée et la liquidation totale du parti commencée. Il est significatif que le jeune parti communiste, par la politique qu'il avait menée, avait réussi à s'implanter et à transposer en Hongrie la tactique que les bolcheviks avaient employée en Russie entre février et octobre. Il est non moins significatif que le gouvernement bourgeois de coalition avec la social-démocratie ait répondu de la même façon que Kerensky aux bolcheviks. Le 21 février 1919, en Hongrie, l'interdiction du MKP et l'arrestation de son comité central ont ainsi correspondu à la situation existant en Russie après les journées de juillet 1917. Mais précisément grâce à sa ligne politique, le MKP ne disparut pas pour autant et son interdiction n'empêcha pas le développement du mouvement, d'autant moins que l'incapacité du gouvernement bourgeois de satisfaire les revendications essentielles des travailleurs a miné son influence en le poussant d'une crise à une autre. Il était ainsi arrivé à une situation sans issue jusqu'à être accusé, fait sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier, à entamer des négociations avec les dirigeants du Parti communiste en prison et ce gouvernement de coalition, submergé par une vague révolutionnaire, plongé dans une crise sans issue, allait déclarer, par la voix du comte Karolyi, Président du Conseil : « *je transmets le pouvoir au prolétariat de Hongrie* ». Le 21 mars 1919, fut proclamée la République des conseils hongrois.

Il faut ici revenir à l'analyse des tendances et groupes très différents qui composaient le Parti communiste. Le plus important fut celui qui est revenu de Russie et c'est son attitude qui a largement déterminé l'évolution ultérieure du parti. Malgré leurs positions propres, les autres tendances considéraient ce groupe comme le dépositaire du

bolchevisme et du communisme et acceptaient sa direction. Mais le problème fondamental de la Révolution hongroise de 1919 restait l'unification des partis ouvriers. Au moment de la démission du gouvernement, la social-démocratie ne voulait pas transmettre le pouvoir, que la bourgeoisie abandonnait, au seul Parti communiste. Elle avait exigé comme condition préalable la fusion du nouveau parti avec le Parti social-démocrate, qui constitue certainement le fait le plus important du développement et du regroupement de l'avant-garde en Hongrie. Les communistes eurent-ils tort ou raison d'accepter cette condition ? Plus tard, beaucoup plus tard, les staliniens ont pu reprocher, plus particulièrement à Bela Kun, de l'avoir acceptée en l'assimilant à une trahison. Or, cette attitude ne correspondait-elle pas à celle des bolcheviks lorsqu'ils acceptaient dans les rangs de l'Internationale communiste des tendances et des groupes, très éloignés du communisme, ou quand ils acceptaient de former avec Cachin et Frossard le Parti communiste en France, espérant que le développement ultérieur du mouvement lui-même permettrait au parti de résoudre les problèmes causés par l'affluence d'éléments douteux. Dans de telles conditions, tout dépendait de la lutte et de la vigilance du noyau communiste du parti unifié. C'est ainsi que Lénine lui-même avait posé la question à Bela Kun. Peu lui importait l'unification en elle-même. Il a demandé, de façon pressante, à Bela Kun, de quelles garanties disposent le noyau communiste et Bela Kun lui-même pour le développement ultérieur du parti et pour vérifier la sincérité des sociaux-démocrates adhérents à ce parti.

Il fallait cette unification, parce que c'était le seul moyen de prendre le pouvoir par le prolétariat. Le fait que les sociaux-démocrates avaient proposé aux communistes de s'unifier en rompant avec les partis bourgeois, signifiait qu'ils étaient disposés à former un gouvernement ouvrier sur la base de leur rupture avec la bourgeoisie. D'autre part, bien qu'influencée par la politique des communistes, la majorité de la classe ouvrière était encore sous l'influence du Parti social-démocrate. Le nombre de membres du Parti des communistes n'était que de 50 000, alors que celui du Parti social-démocrate était de 6 à 700 000. Dans ces conditions l'unification des deux partis était non seulement possible, mais nécessaire en vue d'assurer la dictature du prolétariat. Or, bien que le Parti des communistes depuis sa création ait mené une propagande et une agitation parmi les masses pour démasquer la politique de la social-démocratie, il n'est pas allé plus loin. Il n'a pas entrepris de clarifier les divergences qui l'avaient opposé à la social-démocratie. Contrairement à la lutte que la fraction bolche-

vik [du POSDR] et, plus tard, le Parti bolchevik avaient menée pendant des années en Russie contre le social-démocratisme, en Hongrie, le nouveau parti, même en lutte ouverte sur des problèmes politiques avec la social-démocratie n'a posé aucun de ces problèmes. De ce fait et en raison du rapport des forces, à la direction du nouveau parti, les droitiers et les centristes avaient occupé une place importante. Le noyau communiste nourrissait des illusions à l'égard de ces éléments et leur accordait une confiance aveugle d'autant plus que pouvoir proclamer la dictature lui paraissait suffisant pour rendre impossible le retour à une politique de collaboration de classes.

Notons au passage une particularité de l'organisation sociale-démocrate hongroise. Entre le Parti social-démocrate et les syndicats il n'y avait pas de ligne de démarcation nette. Celui qui avait adhéré au syndicat, par là même devenait membre du parti. Au moment de l'unification, le nouveau parti était noyé non seulement dans la masse des ouvriers qui n'étaient que de simples militants syndicalistes, mais en plus, du fait même de la victoire de la révolution, des éléments douteux avaient envahi les syndicats, devenant ainsi membres du parti. En somme cette fusion entre le parti et les syndicats que la social-démocratie pratiquait en Hongrie, a constitué un lourd héritage pour le nouveau parti et a contribué à affaiblir son caractère d'avant-garde politique. Même le groupe le plus conscient, le plus formé, celui qui revenait de Russie n'avait donc pas compris ni assimilé toutes les leçons de la lutte que les bolcheviks avaient mené pour un parti révolutionnaire : il n'a pas compris qu'il fallait donner à ce parti un caractère fondamentalement nouveau.

La fusion du parti avec les syndicats était d'autant plus dangereuse que ceux-ci étaient sous l'influence d'une bureaucratie syndicale très conservatrice dont l'existence n'a été menacée ni au cours de la poussée révolutionnaire ni même après la victoire de la révolution. Cette bureaucratie a suivi le mouvement de la même façon que la direction du Parti social-démocrate tout en restant profondément hostile à la révolution. Dans les syndicats, il n'y avait aucune mutation conforme au développement politique des masses, et c'est avec ces syndicats qu'une fusion de fait s'est opérée lors de l'unification.

Au moment où le parti avait pris le pouvoir, son rôle d'avant-garde diminuait, sous l'influence des tares que la social-démocratie avait introduites dans le parti. Le noyau communiste du parti n'a pas du tout compris, lui non plus, le rôle de l'avant-garde après la prise du pouvoir. Ses membres étaient convaincus que ce rôle devait diminuer

alors que la direction devait revenir aux organisations de masse telles que les conseils ou les syndicats. Quant au parti, ils lui réservaient le soin de regrouper les éléments les plus clairvoyants et de soutenir le pouvoir ouvrier mais sans jouer le rôle de direction proprement dit. Ainsi, la prise de pouvoir liée à l'unification avait eu pour résultat d'élargir l'influence des syndicats et particulièrement de leur bureaucratie. La direction syndicale fut très fortement représentée, par exemple, dans le Conseil ouvrier de Budapest qui avait joué un rôle de premier plan après la prise du pouvoir.

Cependant, malgré la situation créée par cette fusion, les divers éléments du parti, y compris l'ancienne opposition sociale-démocrate n'en avaient pas moins engagé la lutte pour réaliser les tâches de la révolution : la République des conseils a exproprié la bourgeoisie, puis a travaillé audacieusement pour assurer à la classe ouvrière un rôle de direction et, sur cette base, a accompli sur le plan social et sur le plan culturel des progrès considérables, analogues aux conquêtes de la Révolution russe. Mais ces réalisations et même la politique de la nouvelle République des conseils souffrirent d'un certain manque de maturité des dirigeants. La politique du parti, et par conséquent celle de la République des conseils était teintée de conceptions livresques ou abstraites du programme communiste dues à l'extrême jeunesse politique comme à l'âge du noyau communiste, et au rôle relativement important que le groupe des intellectuels antimilitaristes avaient joué dans le nouveau parti. Ces vues abstraites avaient largement influencé, par exemple, la politique paysanne erronée de la République des conseils. En effet, au lieu de suivre le modèle bolchevik et de distribuer les terres aux paysans, le gouvernement de la République des conseils s'est orienté, après la nationalisation des latifundia, vers la création des grandes exploitations collectives à la campagne. Ce faisant, il s'est rendu impopulaire auprès des paysans qui aspiraient au partage des grandes propriétés féodales et de ce fait n'ont pas participé en masse à la défense de la révolution. Pourtant les communistes avaient rapidement compris la nécessité de corriger les erreurs, en particulier, la nécessité de séparer le parti des syndicats surtout, après l'expérience de la République des conseils. Le problème central autour duquel se jouait le destin même de la République, devenait ainsi le rapport entre les communistes et les sociaux-démocrates au sein du parti.

Au mois d'avril 1919, à peine un mois après la proclamation de la République des conseils, l'impérialisme représenté surtout par la France en Europe centrale et orientale, avait déclenché une offensive mili-

taire contre la République des conseils : les armées bourgeoises roumaines à l'Est, tchécoslovaques au Nord, françaises et serbes au Sud du pays. Une semaine après le déclenchement de cette offensive, seule restait libre une toute petite partie du pays et tout au début du mois de mai, l'avant-garde ennemie n'était plus qu'à quelques kilomètres de Budapest. La première grande crise éclate au sein même de la direction. Le 2 mai, les sociaux-démocrates de droite, soutenus par les centristes ont posé un ultimatum aux communistes : ils revendiquaient notamment la démission du gouvernement, la création 'un pouvoir de transition formé par les syndicats, pendant que le chef de l'armée, Böhm, dirigeant de la fraction de droite, suspendait les opérations militaires. Le groupe communiste non seulement n'a cédé à aucune de ces revendications, mais il a fait appel directement à la classe ouvrière. Les communistes ont convoqué le Conseil ouvrier de Budapest et Bela Kun a posé l'alternative devant le conseil : ou bien la classe ouvrière accepte la proposition de la droite de la direction et, dans ce cas, il faut renoncer au pouvoir, ou bien comme il le pense lui-même, ainsi que la fraction communiste de la direction du parti, la classe ouvrière se mobilise contre l'ennemi. Dans la discussion du Conseil ouvrier de Budapest eurent lieu les premiers grands affrontements entre la politique communiste et la politique sociale-démocrate représentée par les dirigeants syndicaux. Finalement, avec enthousiasme, le conseil ouvrier a voté la résistance à une grande majorité. Il a décidé la mobilisation totale, l'instauration de la terreur rouge pour briser les éléments contrerévolutionnaires qui, à l'approche des armées ennemies, commençaient à agir. En quelques jours la classe ouvrière tout entière avait mis sur pied l'Armée rouge, issue des gardes rouges : en bloc, les travailleurs de nombreuses usines sont allés directement au front. La contre-offensive avait repoussé les armées ennemies et, au cours de son avance vers le nord, au début du mois de juin 1919, la République slovaque des conseils avait été proclamée.

Cette expérience avait permis aux communistes de poser sérieusement le problème du parti. Bela Kun avait développé ses thèses sur le rôle et les problèmes du parti, suscitant des discussions dans les organisations locales, et les communistes menèrent la lutte dans le *Journal rouge* et en intervenant dans différents meetings pour la séparation du parti et des syndicats. Néanmoins, la situation difficile de la République des conseils n'a pas permis que ces tentatives aboutissent à un résultat sérieux.

Déjà le 7, puis le 13 juin, les puissances impérialistes avaient envoyé une nouvelle note sommant la République des conseils d'effectuer

une retraite militaire tout en promettant, en contrepartie une retraite des armées roumaine et tchèque. Les sociaux-démocrates voulaient accepter cet ultimatum contre une fraction des communistes qui voulaient le refuser. Une autre fraction dirigée par Bela Kun songeait à l'accepter, mais pour d'autres raisons que les sociaux-démocrates. Bela Kun voulait gagner du temps de la même façon que les bolcheviks avaient gagné du temps grâce aux négociations et au traité de Brest-Litovsk.

Les sociaux-démocrates de droite et du centre saisirent l'occasion pour déclencher une attaque générale contre les communistes. Encouragés par l'avance des armées impérialistes et l'activité des divers groupes contrerévolutionnaires, ils ont exigé la fin de la terreur rouge.

C'est dans ces conditions que le 1^{er} congrès du parti s'est réuni le 12 et le 13 juin, marqué par une lutte farouche entre les fractions communiste et sociale-démocrate. La fraction communiste avait dû entreprendre cette lutte sans avoir approfondi ni posé devant les masses les problèmes concernant le rôle réel de la social-démocratie. Les trois questions fondamentales autour desquelles la lutte s'était engagée au congrès étaient premièrement les méthodes de lutte contre la bourgeoisie, deuxièmement le nom du parti et troisièmement la composition de sa direction.

Sur les méthodes de lutte contre la bourgeoisie, la fraction sociale-démocrate avait proposé la « démocratie pure », c'est-à-dire la suppression de la terreur rouge et la libération des contrerévolutionnaires emprisonnés, et c'est au prix d'une lutte très sévère que la fraction communiste sortit victorieuse sur ce point. Un compromis a clos la discussion sur le nom du parti, qui devenait le Parti socialiste-communiste. Mais les sociaux-démocrates ont concentré leur attaque sur la composition de la direction : ils revendiquaient l'élimination pure et simple des communistes. Leurs attaques sont restées vaines.

Sur la base des expériences du congrès et d'une manière générale de toute l'évolution de la République des conseils, au mois de juillet, aussi bien les communistes que les sociaux-démocrates droitiers et centristes, avaient entrepris l'organisation des fractions au sein du parti unifié. Certains communistes avaient songé à réorganiser entièrement un parti communiste distinct. Au moment même où la République des conseils a dû lutter sur tous les plans pour maintenir la dictature du prolétariat, au sein de ce parti unifié les problèmes sont devenus de plus en plus graves à tel point que des clivages de classe

sont intervenus, et les communistes ont dû reconnaître qu'ils devaient repartir à zéro ou presque. Le résultat en fut que le parti au pouvoir ne put s'attaquer aux problèmes fondamentaux de la dictature du prolétariat : l'alliance avec la Russie soviétique, l'élaboration d'une politique juste et, partant, la consolidation de la République des conseils, la solution des problèmes militaires. Il fut contraint à une lutte pour des principes communistes que cette fraction elle-même a dû apprendre au fur et à mesure de ses expériences résultant de la cohabitation avec les sociaux-démocrates. C'est ainsi qu'en riposte aux tentatives de l'aile droite et des conciliateurs du parti, les communistes avaient imposé une contre-offensive contre l'armée roumaine qui progressait malgré la promesse contenue dans la note de Clemenceau. La contre-offensive ne fut pas préparée. De plus, menée par un corps d'officiers à peine remanié et sans contrôle ouvrier, elle échoua et les Roumains passèrent immédiatement à l'offensive. Les communistes tentèrent une nouvelle mobilisation semblable à celle du début de mai, mais se heurtèrent à la fraction sociale-démocrate qui obtint la démission du gouvernement, le 1er août, en faveur d'un gouvernement dit syndical. La direction entière démissionna, transmettant le pouvoir à un gouvernement formé uniquement par les dirigeants syndicaux, dont le premier geste fut de libérer les contrerévolutionnaires dès le 2 août. En une semaine, il désarma le prolétariat, rétablit les rapports sociaux capitalistes dans les usines. Il voulait établir une démocratie bourgeoise de type occidental sur la base d'une alliance des partis bourgeois et petits-bourgeois. Mais, après une semaine de pouvoir, il fut renversé par des groupes contrerévolutionnaires préparant le pouvoir de Horthy.

La naissance de la République des conseils était due à la révolution d'Octobre 1917. Sans aucun doute, l'Octobre russe et, en particulier, l'expérience du Parti bolchevik donnaient l'impulsion à la formation et au développement de l'avant-garde révolutionnaire hongroise, aboutissant à la fondation du Parti des Communistes de Hongrie. Mais ces jeunes communistes n'avaient pas derrière eux la longue lutte par laquelle les bolcheviks ont forgé un parti de type nouveau. Ils avaient un autre héritage. Et toute leur volonté révolutionnaire fut insuffisante pour s'en débarrasser. Si l'écrasement de la République des conseils fut la conséquence de l'attaque impérialiste, facilitée par le recul de la révolution allemande, le fait que le Parti des communistes hongrois n'était pas capable de transposer dans son pays l'expérience bolchevik a largement contribué à cet échec.

BALÁZS NAGY, DIT MICHEL VARGA (1927-2015)



Balázs Nagy, connu sous le nom de Varga durant son long exil en France, naît en 1927 à Kecskemét (Hongrie), au sud de Budapest. En 1944, il rejoint à 17 ans la guérilla dirigée par le Parti communiste hongrois (MKP). Toute l'Europe centrale et orientale est libérée par l'armée de l'URSS, un État ouvrier dégénéré.

Étudiant, il est membre de la direction de l'organisation de jeunesse du MKP. En 1946, il est volontaire pour les brigades de travail internationalistes en Yougoslavie. En 1948, en riposte à la guerre froide déclenchée par l'impérialisme américain. Staline déclenche l'expropriation du capitalisme en s'appuyant sur l'armée de l'URSS et le MKP. Le MKP absorbe le Parti social-démocrate et le Parti agrarien pour former le Parti hongrois des travailleurs (MDP) qui devient le parti unique et l'instrument de la bureaucratie étatique hongroise. Balázs Nagy fait partie de son appareil privilégié.

Craignant une authentique révolution prolétarienne, redoutant le sentiment d'oppression nationale ressenti par les peuples d'Europe centrale et orientale, Staline resserre le contrôle sur les bureaucraties locales. En 1949, son agent Mátyás Rákosi écarte la fraction d'Imre Nagy et instaure un régime totalitaire. Balázs Nagy (aucun lien de parenté) en fait les frais. Il est exclu en 1952 du MDP, devient ouvrier métallurgiste puis chauffeur camionneur.

Staline meurt en 1953. Khrouchtchev déclenche une opération de déstalinisation pour rendre moins anxieuse la vie des bureaucrates et faire accepter leur domination par les travailleurs de l'URSS. En Hongrie, Balázs Nagy est réintégré en 1955 avec la fraction d'Imre Nagy dans le MDP. Imre Nagy devient chef gouvernement, tandis que Rákosi reste à la tête du parti stalinien. Il évince Imre Nagy en 1955.

En 1956, l'opposition grandit. Rákosi cède le pouvoir à Gerö. Balázs Nagy participe au cercle Petöfi en lien avec l'aile l. Nagy de la bureaucratie. Les étudiants sont plus radicaux et appellent à une manifestation de rue qui déclenche la révolution politique de 1956. Les ouvriers et les étudiants s'engouffrent dans la brèche ouverte par les dissensions de la bureaucratie et de son appareil politique, ce qui porte de nouveau Imre Nagy au pouvoir et fait exploser le MDP.

Imre Nagy tente de s'appuyer sur le Parti social-démocrate et le Parti agrarien légalisés à l'intérieur, sur la Yougoslavie et les puissances occidentales à l'extérieur. Ni les uns ni les autres ne veulent voir les travailleurs prendre le pouvoir. Khrouchtchev peut donc envoyer l'armée de l'URSS écraser la révolution. Les conseils ouvriers prennent la tête de la résistance. Imre Nagy et son gouvernement se réfugient à l'ambassade yougoslave. B. Nagy sert de liaison entre

le gouvernement « réformateur » et le comité central de grève des ouvriers de Budapest. Pour finir, Kàdàr remplace I. Nagy qui est exécuté en 1958.

Balázs Nagy se réfugie en Belgique où il fonde, avec d'autres exilés, l'Institut Imre Nagy qui publie *Études revue du socialisme pluraliste*. Par l'intermédiaire de Pierre Broué, B. Nagy entre en relation avec le groupe français dirigé par Lambert qui constitue la section française du Comité international de la 4^e Internationale (CIQI). Il le rejoint en 1962 sous le pseudonyme de Michel Varga. A ce moment, le CIQI est très affaibli par la disparition du MAS suisse en 1962, puis la scission du SWP en 1963 devenu procastriste. Le SWP fusionne avec la « 4^e Internationale » pabliste dirigée par Mandel. Leur SUQI est rejoint en 1964 par la PO argentine procastriste de Moreno (devenue PRT en 1965). Lambert s'est profondément adapté à la social-démocratie européenne et aux appareils syndicaux « réformistes » qui lui sont liés en France (FEN et FO). Symétriquement, VO fondée par Hardy et le PCI-JCR dirigé par Frank et Krivine et affilié au SUQI sont imprégnés au même moment par le stalinisme.

Pour le 10^e anniversaire de la révolution de 1956, Broué, Jean-Jacques Marie et B. Nagy éditent le recueil *Pologne-Hongrie 1956* (Études et documentation internationales, 1966). L'année suivante, B. Nagy contribue à un autre ouvrage collectif chez le même éditeur : *La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen* (EDI, 1967). Nagy-Varga y soutient la fusion malencontreuse du vieux Parti social-démocrate et du jeune Part communiste (p. 38 de ce *Cahier révolution communiste*). Comme le montre la première partie de cette brochure (et comme le disait clairement Trotsky), mélanger au cours d'une révolution le drapeau des traîtres et des révolutionnaires ne peut que désorienter les travailleurs et préparer la défaite.

En 1967, le groupe de Lambert, renforcé, se renomme Organisation communiste internationaliste (OCI). Nagy-Varga fait partie de son bureau politique. Il construit la Ligue des révolutionnaires socialistes de Hongrie (MSFL) en exil et, à partir de 1968, recrute des noyaux de révolutionnaire yougoslave, tchécoslovaque, polonais.

De 1962 à 1972, Nagy-Varga écrit sur la révolution hongroise de 1918-1919, celle de 1956, l'économie de l'URSS, Georg Lukacs, le *Programme de transition...* dans la revue de l'OCI *La Vérité* (animée par Gérard Bloch et ensuite Stéphane Just).

En 1971, la SLL britannique dirigée par Healy scissionne le Comité international (CIQI). La LRSH se range avec l'OCI. Mais en 1972, Nagy-Varga s'oppose à l'OCI lors de la préconférence internationale : Lambert et Just constituent provisoirement le CORQI qui table sur un rapprochement avec le SWP et une aile du SUQI. Varga est partisan, lui, d'affirmer la continuité de la QI. Il est exclu et lance la Ligue pour la reconstruction de la 4^e Internationale (LIRQI). En 1973, Nagy-Varga est la cible d'une campagne de calomnies inouïes menée par Lambert et Just, il est traité d'agent de la CIA et du KGB. Ses partisans au sein de l'OCI sont exclus et frappés. Ils constituent la LOR.

En 1976, malgré une taille réduite (la section la plus importante numériquement est le POR espagnol qui compte environ 300 militants), la LIRQI prétend avoir reconstruit la 4^e Internationale (ce que Lambert et Seldjouk feront, à leur compte, en 1993). Une commission d'enquête internationale incluant le SUQI, LO et la LCI-QI blanchit Nagy-Varga en 1977.

En 1984, la « 4^e Internationale » varguiste éclate. Nagy-Varga, mis en minorité, fonde le Groupe de l'opposition et de continuité de la 4^e Internationale (GOCQI). En 1987, les frères Assouline liquident la LOR française pour rejoindre la LCR, puis faire carrière au PS en 1995. Ramos transforme le POR espagnol en une organisation éco-socialiste qui se rangera en 1998 dans la Gauche unie (IU) mise sur pied par le parti stalinien PCE.

En 1989, Balázs Nagy retourne en Hongrie où il rédige ses souvenirs à la demande de l'Institut Imre Nagy. Il n'y a pas trace d'activité de la LRSH-MSFL. En 1995, le GOCQI fusionne avec la fraction majoritaire du WRP (ex-SLL) britannique dirigée par Cliff Slaughter pour former l'Internationale ouvrière pour la reconstruction de la 4^e Internationale (IORQI-WIRFI). Le WRP sombre et la clique de Slaughter abandonne le regroupement international qui s'effiloche. En 2015, Nagy meurt à 88 ans en France où il était venu se faire soigner.

En 2022, le Collectif révolution permanente contacte ce qui reste du WIRFI animé par Dot Gibson et Bob Archer, sans réponse.

[voir Pierre Broué, Balázs Nagy, Jean-Jacques Marie, *Pologne-Hongrie 1956*, 1966 ; OCl, *Provocation dans la 4^e Internationale*, 1973 ; LTF, *Documents sur l'affaire Varga*, 1977 ; Gérard Laffont (Daniel Assouline), *Nouvelle étape*, 1985 ; Radoslav Pavlovic, *Balázs Nagy est mort*, 2015 ; GMI, *Bolchevisme contre l'ambertisme*, 2016 ; GMI, *La Révolution hongroise de 1956*, 2016]





REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[section française du Collectif révolution permanente]

Abonnement 12 euros pour 5 numéros à l'ordre de ARTP

Adresse postale

ARTP / AGECA service boîtes postales /
177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

Site du GMI : groupemarxiste.info

Site du CoReP en plusieurs langues :
revolucionpermanente.com

Für Räte Macht und Revolution!

KLASSENKAMPF

KRETA CIRKLO

CERCLE DE GUIX CIRCULO DE TIZA

socialismo
ou
barbareco





La république des conseils ouvriers de Hongrie de 1919 ne dura que 133 jours. Elle est mal connue, même des militants révolutionnaires. Ce profond mouvement du prolétariat hongrois s'inscrit dans la vague révolutionnaire, commencée avant même la fin de la première guerre interimpérialiste et qui a secoué l'Europe, nourrie par la prise du pouvoir par le prolétariat russe d'octobre 1917.

Dans la Russie soviétique assaillie par les armées impérialistes et la réaction blanche, le 8^e congrès du Parti communiste (ex-Parti ouvrier social-démocrate bolchevik de Russie) accueille par acclamations la nouvelle de la proclamation de la république soviétique hongroise le 22 mars 1919. Les bolchéviks sont des internationalistes pour qui le combat pour la révolution ne peut être que mondial. Ils ont consacré beaucoup d'efforts pour construire le noyau dirigeant du futur parti communiste hongrois parmi les nombreux prisonniers de guerre, comme un des maillons de la 3^e Internationale.

Mais les communistes hongrois, inexpérimentés, vont se lancer dans la bataille sans avoir assimilé un des principaux enseignements de la révolution russe, la lutte implacable de Lénine et de Trotsky contre les forces conciliatrices avec la bourgeoisie et son État, la capacité à rallier les paysans travailleurs. Le 21 mars 1919, la bourgeoisie hongroise, aux abois et incapable de faire face, remet le pouvoir aux communistes et aux socialistes hongrois, plutôt qu'ils ne le conquièrent. Le Parti communiste fusionne alors avec le Parti socialiste, pensant qu'un programme hâtivement rédigé et approuvé par l'appareil social-démocrate vaut certificat d'authenticité révolutionnaire. En réalité, minoritaires dans le nouveau parti, les révolutionnaires se trouvent dès lors otages d'une orientation impulsée par la majorité restée social-démocrate. Celle-ci va progressivement et méthodiquement amoindrir la portée des décisions prises contre la bourgeoisie, voire les saboter, restreindre les initiatives des conseils ouvriers, désarmer l'élan du prolétariat hongrois, de son armée rouge et le livrer, malgré une lutte acharnée, à la réaction. Encore faut-il l'impérialisme français, derrière les armées roumaine, tchèque et serbe, pour venir à bout de la révolution hongroise et permettre au dictateur Horthy de faire son entrée dans Budapest.

L'expérience de 1919 ressurgira en 1945 lors de la retraite de l'armée nazie et en 1956 avec la constitution et la lutte des conseils ouvriers contre la dictature de la bureaucratie stalinienne (voir *Cahier révolution communiste* n° 28). Nous publions en annexe une étude sur la Hongrie de 1917 à 1919 rédigée en 1967 par un participant de la révolution de 1956, Balázs Nagy.